

Le statut juridique de votre entreprise



Table des matières

Introduction	4
I - Support de cours : Chapitre 4	5
II - Vidéo "le statut juridique de votre entreprise"	6
III - Entreprise individuelle ou société ?	7
IV - Les entreprises en nom personnel	8
1. Les entreprises individuelles	8
1.1. Les conditions sont les suivantes :	9
2. Les micro-entreprises	10
2.1. Les conditions sont les suivantes :	10
3. L'entreprise individuelle à responsabilité limitée (EURL)	10
V - Les sociétés	12
1. Les sociétés	12
2. Les sociétés de personnes	12
2.1. La société en commandite simple (SCS)	13
2.2. La société en nom collectif (SNC)	13
2.3. La société en commandite par actions (SCA)	14
3. Les sociétés de capitaux	14
3.1. La société anonyme (SA)	15
3.2. La société anonyme à responsabilité limitée (SARL)	15
3.3. L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL)	16
3.4. La société par action simplifiée (SAS)	17
3.5. La société par action simplifiée unipersonnelle (SASU)	17
3.6. La société coopérative et participative (SCOP)	18
3.7. La SCOP-SARL	19
3.8. La SCOP-SA	19
4. Sociétés civiles	21
5. Les sociétés civiles	21
5.1. La société civile de moyen (SCM)	21

5.2. <i>La société civile professionnelle (SCP)</i>	21
5.3. <i>La société d'exercice libéral (SEL)</i>	22
5.4. <i>La société en participation (SEP)</i>	22
6. Les statuts propres aux exploitations agricoles	24
VI - Petit retour rapide	25
VII - Quiz	27
Conclusion	30

Introduction

Ce choix ne doit pas être fait à la dernière minute, vous devez le penser le plus tôt possible en faisant un état des lieux approfondi. Ce choix est, en l'occurrence, indispensable afin de vous permettre d'exercer votre activité économique de façon légale.

Pour vous aider à réaliser ce choix, plutôt simple une fois que l'on a compris les deux grands types de structure, nous allons faire le tour des différents statuts juridiques existants.

Mais avant explicitons les différences existant entre ces deux grandes structures.

I Support de cours : Chapitre 4

Cf. ""

Si vous préférez télécharger le support de cours, cliquez sur le lien ci-dessous.

[cf. Export4_papier.pdf]

II Vidéo "le statut juridique de votre entreprise"

[cf. sc4_1.mp4]

III Entreprise individuelle ou société ?

La différence principale est plutôt simple à exprimer entre ces deux structures.



- **L'entreprise en nom personnel** : vous et votre entreprise ne forment qu'une seule et même personne. Étant donc le seul maître à bord, votre liberté d'action sera énorme. À l'inverse, tous vos patrimoines (professionnel et personnel) sont confondus juridiquement. Vous êtes donc responsables personnellement des dettes de votre entreprise sur vos propres biens.



- **La société** : créer une société, c'est comme donner naissance à une nouvelle personne (personne morale), distincte de vous juridiquement. Ainsi votre patrimoine et celui de votre entreprise sont différenciés et vos biens personnels sont à l'abri en cas de difficultés de créances.

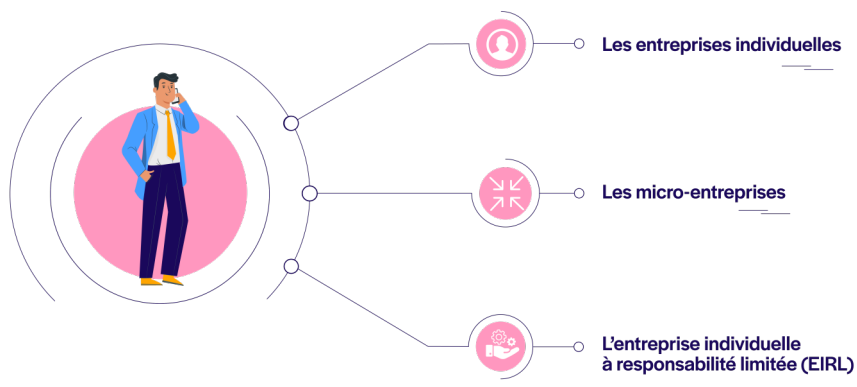
Outre cette différence principale, chacun d'eux apporte des avantages spécifiques.

IV Les entreprises en nom personnel

Comme son nom l'indique, vous êtes seul et juridiquement responsable de votre entreprise.

Il existe trois catégories d'entreprises en nom personnel dont le statut juridique est proche (pas forcément le régime fiscal comme nous allons le voir par la suite).

Les voici.

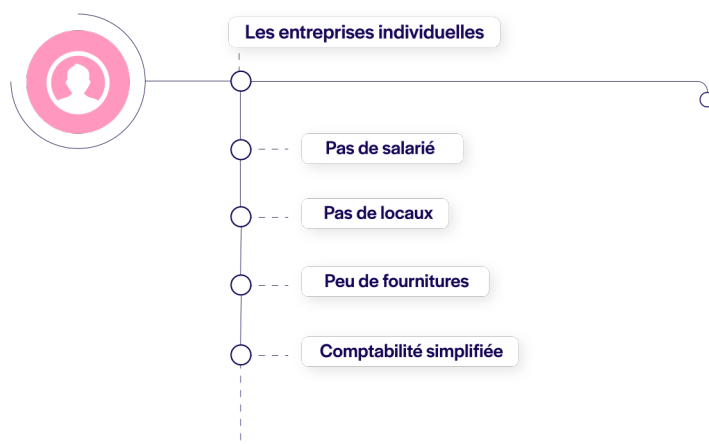


1. Les entreprises individuelles

Lancée en solo, donc sans associé, elles sont rapides à créer, à lancer et possèdent les avantages suivants :

- de ne pas avoir de salarié, donc pas de fiche de paie ;
- de ne pas avoir de locaux, donc aucun loyer ;
- un besoin faible en fournitures ;
- une comptabilité réduite au strict minimum.

Ses conditions de création sont plutôt simples car relativement contraignantes et s'adresse à des personnes souhaitant exercer une activité (seul donc) avec peu d'investissement et peu de risques, mais sans être limité en termes de chiffre d'affaires.



1.1. Les conditions sont les suivantes :

- Aucun capital minimal exigé ;
- inscription au registre du commerce et des sociétés et/ou au répertoire des métiers ;
- être juridiquement capable (majeur et sain d'esprit). Il existe des conditions particulières si la personne est mineure (*voir ici*) ;
- l'engagement financier dépend des investissements et du BFR ;
- l'entrepreneur ne peut pas se salarier.

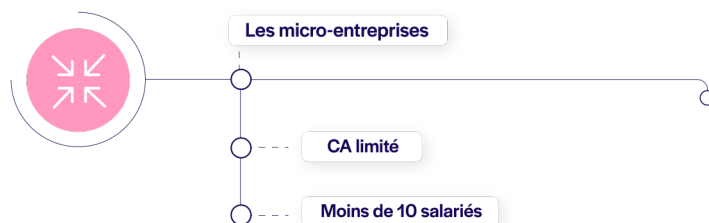


2. Les micro-entreprises

La grande différence entre les *micro-entreprises* et les entreprises individuelles concerne principalement le régime fiscal comme nous le verrons par la suite.

Pour continuer sur le statut juridique, celui-ci a été imaginé pour permettre la création (et la fermeture en cas d'échec) en quelques jours. Les formalités se résument à une télédéclaration sur le site autoentrepreneur.fr ou le dépôt d'un formulaire Cerfa.

Une fois cela fait, vous pouvez commencer immédiatement, pas besoin de s'inscrire à un registre, sauf si vous exercez une activité commerciale ou artisanale.



2.1. Les conditions sont les suivantes :

- Chiffre d'affaires limité (176 200 € pour les activités de vente de marchandises, de vente à consommer sur place et de fourniture de logement et 72 600 € pour les prestations de services) ;
- Moins de 10 salariés.

Remarque

Au-delà de 10 et en dessous de 20 salariés on parle de TPE, Petite entreprise entre 20 et 50, et moyenne entreprise jusqu'à 249. Le terme de PME est employé pour l'ensemble des 3.

3. L'entreprise individuelle à responsabilité limitée (EIRL)

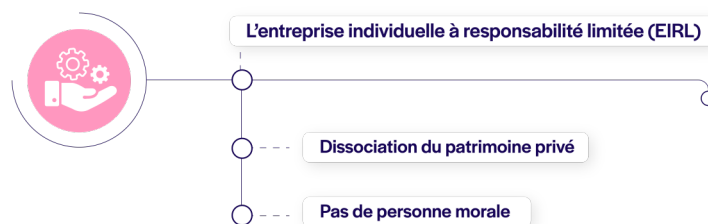
Une autre possibilité qui permet de créer son entreprise mais en mettant son patrimoine personnel à l'abri est l'*EIRL*. Ce statut juridique permet de :

- dissocier le patrimoine privé du patrimoine de l'entreprise (actif et passif) ;
- de ne pas avoir à créer une personne morale par le biais d'une société.

Ce statut est plus complexe à établir, non pas pour la création mais dans le fait de devoir faire un dépôt d'une déclaration d'affectation afin de bien séparer patrimoine personnel et celui de l'entreprise ce qui a un coût certain (frais liés à l'information des créanciers, honoraires des professionnels chargés de l'évaluation, etc.). Il implique également une remise en cause de l'étanchéité du patrimoine d'affectation en cas de non-respect des règles.

Il implique également des coûts de fonctionnement plus élevés car il suppose des frais de tenue de compte, de gestion de compte bancaire dédiés à l'entreprise.

Ce statut est donc à mi-chemin entre une entreprise et une société, mais la personnalité juridique est bien en nom propre et n'est donc pas dissociée de celle de l'entreprise.



* *

*

Voilà qui conclut le tour du statut d'entreprise. Passons à celui de société qui, comme vous allez le voir, comporte beaucoup plus de possibilités.

V Les sociétés

Créer *une société*, on l'a vu, c'est créer une personne morale qui se distingue juridiquement de son/ses fondateur(s). La société suppose, par définition, un siège social, un capital social et une dénomination propre.

Sous ce statut, il faut différencier plusieurs parties que nous allons détailler :

- Les sociétés de personnes ;
- Les sociétés de capitaux ;
- Les sociétés civiles ;
- et le statut particulier propre aux exploitations.

Avant de commencer l'énumération, voici la définition d'un terme que vous allez souvent voir inscrit : le capital social.

Le capital social d'une entreprise est égal au montant total des apports de biens et d'argent dont les associés ou actionnaires en transfèrent la jouissance à la société en contrepartie de droits sociaux (parts sociales ou actions en fonction de la forme juridique de l'entreprise).



1. Les sociétés

[cf. sc4_2.mp4]

2. Les sociétés de personnes

Sous ce statut, les associés comptent plus que les capitaux qu'ils vont apporter, ce qui suppose que la répartition des parts n'a pas de lien avec l'apport réel. Cette répartition peut d'ailleurs être modifiée en fonction des besoins. Néanmoins, ce sont des entités fermées (à l'opposé des sociétés de capitaux), il est donc difficile d'en sortir une fois rentré car cela suppose que la cession des parts est soumise à l'aval des autres partenaires et à certaines formalités définies au départ. Et inversement, il est difficile d'y faire entrer de nouveaux associés. Il en existe de plusieurs types, voici un petit aperçu avec les caractéristiques associées à chacun d'eux.

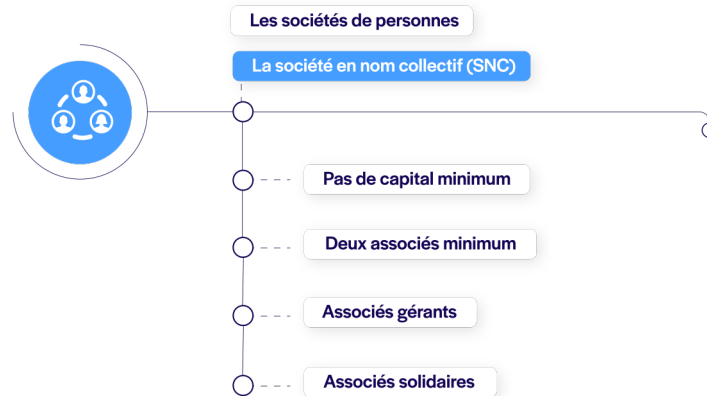
2.1. La société en commandite simple (SCS)

- Pas de capital minimum ;
- Au moins deux associés ; l'un est le commandité (il détient la gérance), l'autre est le commanditaire (qui ne peut s'immiscer dans la gestion ou la politique de la société).
- Permet de faire rentrer des investisseurs, mais sans céder le contrôle ;
- Le(s) commandité(s) sont indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales.
- Consentement unanime des commandités et majorité en nombre et capital des commanditaires nécessaire pour la modification des statuts.



2.2. La société en nom collectif (SNC)

- Pas de capital minimum ;
- Deux associés minimum ;
- Tous les associés sont gérants (sauf clauses statutaires contraires) et ont la qualité de commerçants individuels.
- Les associés sont indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales (même si l'un des associés ne possède que 20% du capital, il peut être amené à solder les dettes à lui seul).



2.3. La société en commandite par actions (SCA)

- Entre la société anonyme et la SCS ;
- Relativement complexe mais ayant une grande liberté statutaire ;
- Capital social minimum de 37000 € ;
- Au moins quatre associés ;
- Un conseil de surveillance avec au moins trois actionnaires pour le contrôle de la gestion sociale ;
- Les actions sont librement cessibles.



* *

*

Voilà pour les sociétés de personnes. Passons aux sociétés de capitaux.

3. Les sociétés de capitaux

Sous ce statut, il existe plusieurs statuts qui vont se différencier selon plusieurs points comme nous allons le voir.

3.1. La société anonyme (SA)

- Capital minimum de 37000€ (18 500€ lors de la création, le reste dans les 5 ans) ;
- Minimum de deux associés (ou 7 si cotée en bourse), responsable des biens dans la limite des apports ;
- Statuts complétés par des conventions (pactes d'actionnaires) qui organisent le contrôle de gestion à long terme ;
- Les actions sont librement cessibles ;
- Obligation de nommer un commissaire aux comptes.
- Durée de vie limitée à 99 ans à compter de l'immatriculation.



3.1.1. La SCOP-SA

C'est une SCOP qui fonctionne comme une SA :

- Sept associés minimum ;
- Capital de 18500 € (un quart à la souscription, le reste dans les trois ans) ;
- Membres du directoire et du conseil de surveillance, salariés, nommés pour six ans.

3.2. La société anonyme à responsabilité limitée (SARL)

- Capital minimum de 1 € ;
- Minimum de deux associés, responsable des biens dans la limite des apports ;
- Les actions sont librement cessibles entre associés ;
- Pas d'obligation de nommer un commissaire aux comptes (sauf si le CA dépasse 3 100 000€ ou que la société embauche plus de cinquante salariés).

- La direction de l'entreprise est obligatoirement gérée par une personne physique. Soit un gérant qui ne détient pas de part sociale, soit par un ou plusieurs gérants majoritaires, égalitaires ou minoritaires selon le nombre de parts qu'ils détiennent par rapport aux autres (attention à l'affiliation à la couverture sociale en fonction de ce statut).



3.3. L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL)

Identique à la SARL sauf pour :

- Pas de capital minimum ;
- Un seul membre fondateur (qui gère son activité et rédige les statuts comme il le souhaite) ;
- La vente de la société nécessite la seule vente des actions, pas du fond.

La EURL se rapproche grandement de l'EIRL, sauf que c'est une société et non une entreprise. L'entrepreneur n'est donc pas responsable sur ses biens propres (voir comparatif ci-dessous).



3.4. La société par action simplifiée (SAS)

- Peut-être créée par une personne seule (physique ou morale) ;
- Capital minimum fixé librement par les associés (la moitié à la création, le reste dans les cinq ans) ;
- Rédaction des statuts libre, tout comme la nomination des dirigeants, les règles de fonctionnement et la répartition du capital ;
- Nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un remplaçant.
- Fonctionne sans conseil d'administration ;
- Structure facilement évolutive facilitant le partenariat.



3.5. La société par action simplifiée unipersonnelle (SASU)

Caractéristiques identiques à la SAS sauf pour ;

- Pas de rapport de gestion (sous condition de seuil) ;
- Dispense d'approbation des comptes sociaux (sous réserve de ne pas dépasser des seuils et de déposer les comptes annuels et inventaire au greffe du tribunal de commerce).



3.6. La société coopérative et participative (SCOP)

Ce statut particulier vise une logique de long terme plutôt qu'une rentabilité à court terme.

- Des salariés-coopérateurs. Ils détiennent 51% du capital social et 65% des droits de vote :
- Les mandataires, élus par les salariés-coopérateur, se chargent de la direction et de la gestion quotidienne et possèdent un statut de salarié ;
- Une personne = une voix, peu importe l'apport ;
- La répartition des bénéfices est divisée en quatre parts :
 - les réserves impartageables (15% minimum) ;
 - Patrimoine commun pour la pérennité et l'indépendance de la SCOP ;
 - une réserve statutaire et fonds de développement (45% en moyenne) ;
 - les bénéfices réservés aux salariés (25% minimum) ; les dividendes aux associés extérieurs.
- Le capital peut varier :
 - avec l'entrée de nouveaux associés remplissant les conditions fixées au départ (en général salariés de plus de deux ans) ;
 - des prélèvements sur salaire de 1 à 5 % volontairement ;
 - par la transformation en capital social des bénéfices annuels.



3.7. La SCOP-SARL

C'est une SCOP qui fonctionne comme une SARL :

- Deux associés minimum, cent maximum ;
- Responsabilité liée aux apports ;
- Capital fixé à 30 euros au départ ;
- Gérant salarié nommé pour quatre ans par les associés (une personne = une voix) ;
- Parts sociales nominatives, donc pas de possibilité d'être cédées sans accord de la SCOP.



3.8. La SCOP-SA

C'est une SCOP qui fonctionne comme une SA :

- Sept associés minimum ;
- Capital de 18500 € (un quart à la souscription, le reste dans les trois ans) ;

- Membres du directoire et du conseil de surveillance, salariés, nommés pour six ans.



Voilà un petit aperçu du fonctionnement de ces différentes sociétés

	SA classique	SARL classique	SARL SCOP	SA SCOP
Associés (minimum)	7 si la SA est cotée	7 parmi les salariés (et non 2 comme la SA classique)	2	2 parmi les salariés
Capital minimum	37000 €	18 500 €	Fixé librement	37000
Capital fixe/variable	Fixe	Variable	Fixe ou variable (rare)	Fixe
Commissaire aux comptes	Oui	Oui	Uniquement si 2 seuils réglementaires sur 3 sont atteints	Uniquement si 2 seuils réglementaires sur 3 sont atteints
Révision coopérative	Non	Oui, quinquennale	Non	Oui : - annuelle sans commissaire aux comptes - quinquennale si commissaires aux comptes
Contribution économique territoriale	Oui	Exonération	Oui	Exonération

	SA classique	SARL classique	SARL SCOP	SA SCOP
Impôt sur les sociétés	Oui, au taux de droit commun	Oui, au taux de droit commun. Exonération d'IS sur la part des résultats affectée à la participation, et celle mise en réserve (avec accord de participation et constitution de PPI*). IS sur la part distribuée aux associés sous formes d'intérêts.	Oui, au taux de droit commun	Oui, au taux de droit commun. Exonération d'IS sur la part des résultats affectée à la participation, et celle mise en réserve (avec accord de participation et constitution de PPI*). IS sur la part distribuée aux associés sous formes d'intérêts.
Pouvoir des associés	Proportionnel au capital détenu	1 associé = 1 voix	Proportionnel au capital détenu	1 associé = 1 voix
Statut du PDG ou du gérant	Salarié ou non. Pas d'assurance chômage	Assimilé à un salarié, s'il est rémunéré. Assurance chômage.	Salarié ou non. Pas d'assurance chômage	Assimilé à un salarié, s'il est rémunéré. Assurance chômage.
Dotations aux réserves	Réserve légale 5% du résultat obligatoire	Réserve légale 15% de résultat. Fonds de développement doté chaque année. Les réserves sont exonérées d'IS si accord de participation. Tiennent lieu de PPI*. Leur montant est proche de 45%	Réserve légale 5% du résultat obligatoire	Réserve légale 15% de résultat. Fonds de développement doté chaque année. Les réserves sont exonérées d'IS si accord de participation. Tiennent lieu de PPI*. Leur montant est proche de 45%
Capital individuel	Cession de parts entre associés ou à un tiers	Remboursé en cas de départ	Cession de parts entre associés ou à un tiers	Remboursé en cas de départ
Valorisation du patrimoine	ClA plus-value est distribuée aux associés lors de la cession de parts, lors de la liquidation ou lors d'une distribution de réserve	Restitution du capital investi	ClA plus-value est distribuée aux associés lors de la cession de parts, lors de la liquidation ou lors d'une distribution de réserve	Restitution du capital investi

4. Sociétés civiles

[cf. Sc4_3.mp4]

5. Les sociétés civiles

A l'opposé d'une société commerciale, l'objet d'une société civile est la gestion du patrimoine, elle permet d'isoler un bien par rapport à l'activité professionnelle.

5.1. La société civile de moyen (SCM)

- Deux associés minimum (physiques ou morales);
- Mise en commun de certains moyens d'exploitation ;
- Aucun capital minimum imposé ;
- Ne peut avoir pour objet l'exercice d'une profession.



5.2. La société civile professionnelle (SCP)

- Deux associés minimum. Tous exerçant une même profession libérale ;
- Aucun capital social ;
- Seules les *professions libérales* soumises à un statut législatif ou réglementaire avec décret d'application peuvent constituer une SCP.



5.3. La société d'exercice libéral (SEL)

Comme la SCP, seules les *professions libérales* peuvent fonder une SEL. Il en existe de plusieurs types résumé sous le tableau ci-dessous.



5.4. La société en participation (SEP)

- Deux associés minimum ;
- *L'activité peut-être civile ou commerciale ;*
- Aucun capital minimum, mais apport obligatoire ;



Voici pour résumer les différents types de SEL

	SELARL	SELARL unipersonnelle	SELAFA	SELAS	SELCA
Associés	Deux au minimum cent au maximum	Un	Trois au minimum	Un au minimum	Quatre au minimum dont trois commanditaires au moins
Capital minimum	Pas de minimum	Pas de minimum	37 000	Pas de minimum	37 000
Responsabilité civile professionnelle	Oui personnellement sur l'ensemble de leur patrimoine et la SEL solidairement	Oui personnellement sur l'ensemble de leur patrimoine et la SEL solidairement	Oui personnellement sur l'ensemble de leur patrimoine et la SEL solidairement	Oui personnellement sur l'ensemble de leur patrimoine et la SEL solidairement	Oui personnellement sur l'ensemble de leur patrimoine et la SEL solidairement
Responsabilité des dettes sociales	Limitée à leurs apports dans le capital social	Limitée à leurs apports dans le capital social	Limitée à leurs apports dans le capital social	Limitée à leurs apports dans le capital social	Commanditaires : responsables indéfiniment et solidairement des dettes sociales
Exercice des fonctions de direction	Par un associé exerçant sa profession libérale au sein de la SEL	Par un associé exerçant sa profession libérale au sein de la SEL	Par un associé exerçant sa profession libérale au sein de la SEL	Par un associé exerçant sa profession libérale au sein de la SEL	Par un associé exerçant sa profession libérale au sein de la SEL
Régime fiscal de la SEL	IS	IR sauf option pour l'IS	IS	IS	IS
Régime fiscal du gérant	-Gérant minoritaire ou égalitaire : à l'IR dans la catégorie des traitements et salaires (TS) -Gérant majoritaire : à l'IR dans la catégorie des traitements et salaires (TS)	Le gérant associé unique d'une SELARL unipersonnelle soumise à l'IR dans la catégorie des BNC (SI l'URL est soumise à l'IS, il est imposé à l'IR dans la catégorie des TS.)	A l'IR dans la catégorie des traitements et salaires (TS)	A l'IR dans la catégorie des traitements et salaires (TS)	A l'IR dans la catégorie des traitements et salaires (TS)
Régime social du gérant	-Gérant minoritaire ou égalitaire : assimilé salarié* -Gérant majoritaire : TNS	TNS	Assimilé salarié*	Assimilé salarié*	TNS

	SELARL	SELARL unipersonnelle	SELAFA	SELAS	SELCA
Associés	Deux au minimum cent au maximum	Un	Trois au minimum	Un au minimum	Quatre au minimum dont trois commanditaires au moins
Capital minimum	Pas de minimum	Pas de minimum	37 000	Pas de minimum	37 000
Responsabilité civile professionnelle	Oui personnellement sur l'ensemble de leur patrimoine et la SEL solidairement	Oui personnellement sur l'ensemble de leur patrimoine et la SEL solidairement	Oui personnellement sur l'ensemble de leur patrimoine et la SEL solidairement	Oui personnellement sur l'ensemble de leur patrimoine et la SEL solidairement	Oui personnellement sur l'ensemble de leur patrimoine et la SEL solidairement
Responsabilité des dettes sociales	Limitée à leurs apports dans le capital social	Limitée à leurs apports dans le capital social	Limitée à leurs apports dans le capital social	Limitée à leurs apports dans le capital social	Commanditaires : responsables indéfiniment et solidairement des dettes sociales
Exercice des fonctions de direction	Par un associé exerçant sa profession libérale au sein de la SEL	Par un associé exerçant sa profession libérale au sein de la SEL	Par un associé exerçant sa profession libérale au sein de la SEL	Par un associé exerçant sa profession libérale au sein de la SEL	Par un associé exerçant sa profession libérale au sein de la SEL
Régime fiscal de la SEL	IS	IR sauf option pour l'IS	IS	IS	IS
Régime fiscal du gérant	-Gérant minoritaire ou égalitaire : à l'IR dans la catégorie des traitements et salaires (TS) -Gérant majoritaire : à l'IR dans la catégorie des traitements et salaires (TS)	Le gérant associé unique d'une SELARL unipersonnelle soumise à l'IR dans la catégorie des BNC (SI l'EURL est soumise à l'IS, il est imposé à l'IR dans la catégorie des TS.)	A l'IR dans la catégorie des traitements et salaires (TS)	A l'IR dans la catégorie des traitements et salaires (TS)	A l'IR dans la catégorie des traitements et salaires (TS)
Régime social du gérant	-Gérant minoritaire ou égalitaire : assimilé salarié* -Gérant majoritaire : TNS	TNS	Assimilé salarié*	Assimilé salarié*	TNS

6. Les statuts propres aux exploitations agricoles

Les exploitations agricoles peuvent être gérées sous un statut d'entreprise individuelle ou de société. Mais il en existe d'autres qui sont spécifiques à ces métiers.

Voici un petit aperçu rapide.

	Type	Nombre d'associés	Capital social	Gestion
SCEA	Société civile	Minimum deux, maximum dix, pas d'époux ou concubins seuls et obligation de travail pour tous les associés	Fixe ou variable	Gérant associé ou non, nommé par les statuts associés
GAEC	Société civile	Minimum deux, pas de maximum	Minimum 1 euro	Gérant obligatoirement associé exploitant et tous les associés doivent participer de façon égale aux travaux et à la gestion du groupement
EARL	Société civile	Minimum un, maximum dix	Minimum 1 euro	Gérant obligatoirement associé exploitant, deux types d'associés : les associés exploitants et les associés simples apporteurs de capitaux
SARL	Société commerciale	Minimum deux, maximum cinquante	Minimum 1 euro	Gérant associé ou non

VI Petit retour rapide

Pour finir, voici un petit récapitulatif rapide et simple sur le fait d'entreprendre seul avec les avantages et les inconvénients

Types	Avantages	Inconvénients
Entreprise individuelle	<p>Simplicité de constitution et de fonctionnement</p> <p>Peu de formalités obligatoires</p>	<p>En principe, pas de distinction du patrimoine personnel et du patrimoine professionnel de l'entrepreneur</p> <p>Responsabilité totale et indéfinie (sauf sur la résidence principale) avec toutefois la possibilité de faire devant un notaire une déclaration d'insaisissabilité sur les biens fonciers.</p> <p>Impôt sur le revenu obligatoire (sauf option pour l'EIRL), pouvant être pénalisant les très bonnes années et/ou en cas d'autres sources de revenus dans le foyer fiscal.</p> <p>La rémunération de l'entrepreneur n'est pas déductible fiscalement</p> <p>Régime social du dirigeant : celui des travailleurs indépendants (TNS).</p>
EIRL	<p>Limitation du patrimoine servant de gage aux créanciers : possibilité de constituer un patrimoine d'affectation.</p> <p>Imposition : option pour l'IS sous certaines conditions mais option irrévocable.</p>	<p>Administratif : formalisme, coût de constitution et de fonctionnement plus importants</p>
Micro-entreprise	<p>Formalités comptables et fiscales obligatoires réduites</p> <p>Modalités de calcul et de règlement des cotisations sociales ultra simplifiées</p> <p>Aucune avance de cotisations sociales à faire en l'absence de CA</p>	<p>Les frais professionnels et les achats ne sont pas pris en compte pour leur valeur réelle</p> <p>Impossibilité de récupérer la TVA</p> <p>Impossibilité d'amortir fiscalement les investissements réalisés</p> <p>Un seuil de chiffre d'affaires maximal est fixé.</p>

Pas de TVA à facturer

Possibilité de démarrer avec peu d'argent

Société	<p>Responsabilité de l'associé unique limitée aux apports (sauf en cas de faute de gestion) : ses biens personnels sont sauvegardés</p> <p>Possibilité de s'associer : structure évolutive en SARL ou SAS en cas de cession de parts sociales</p> <p>Possibilité de choisir le régime fiscal applicable et de recevoir des dividendes lorsque la société est à l'IS.</p> <p>Pour la SAS : le président est rattaché au régime social des salariés</p>	<p>Frais de constitution plus élevés. Dans le cas de création d'une SASU, le recours à un professionnel du droit est conseillé.</p> <p>Formalisme juridique à respecter</p> <p>Pour la SARL : le gérant majoritaire est obligatoirement rattaché au régime des travailleurs indépendants (TNS) et doit payer des cotisations minimales.</p>
---------	---	---

Avantages et inconvénients des différents statuts

+ *Complément*

Pour en savoir plus sur les différences entre entreprises individuelles et micro-entreprises, nous vous conseillons *ce site*.

Pour les différences entre EURL et EURL, *celui-ci*.

VII Quiz

Exercice

La différence principale entre une entreprise et une société est de différencier ou non l'entreprise (ou société) de son "créateur" ?

- ☐ Vrai
- ☐ Faux

Exercice

Combien de catégories juridiques existent-ils pour les entreprises ?

- ☐ 2
- ☐ 3
- ☐ 4
- ☐ 5

Exercice

Reliez les caractéristiques au style d'entreprises concerné

Pas de possibilité de récupérer la TVA

CA limité

Moins de 10 salariés

Aucun salarié

Coût de fonctionnement plus important

Limitation du patrimoine servant de gage aux créanciers

Ne pas avoir à créer une personne morale

Simplicité de constitution et de fonctionnement

Pas de locaux

Formalisme de constitution

Pas de capital

Frais professionnels et les achats ne sont pas pris en compte pour leur valeur réelle

Entreprise individuelle	Micro-entreprise	EIRL

Exercice

Reliez les types de sociétés à la catégorie adéquate

SARL	EURL	SAS	SNC	SCS	SEP	SA	SCM	SCOP	SASU	SCP	SCA
La répartition des parts n'a pas de lien avec l'apport réel						A pour objet la gestion du patrimoine					
Entités ouvertes		SEL	Entités fermées								

Sociétés de personnes	Sociétés de capitaux	Sociétés civiles

Exercice

Qu'est-ce qu'une société ?

- ☐ Un statut juridique distinct de l'entrepreneur
- ☐ Une façon de protéger ses actifs
- ☐ Une façon plus sérieuse de se présenter auprès des clients

Exercice

Quelles sont les avantages du statut d'entreprise individuelle ?

- ☐ Ne pas avoir de salarié
- ☐ Ne pas avoir de local commercial
- ☐ D'avoir une compatibilité réduite

- ☐ De ne pas faire de factures

Exercice

Quelles sont les conditions pour bénéficier du statut d'entreprise individuelle ?

- ☐ Être juridiquement majeur
- ☐ Ne pas être salarié de l'entreprise
- ☐ Ne pas dépasser un certain CA

Exercice

Est-ce que le directeur d'une SAS peut être directeur d'une autre société ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Exercice

Peut-on choisir son statut fiscal dans une SAS ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Conclusion

Pour terminer, vous pouvez également envisager la création d'une association. Vu que l'axe de ce module porte sur la création d'une entreprise, nous avons décidé de ne pas évoquer cet aspect là de façon exhaustive. Mais si vous souhaitez vous informer n'hésitez pas à consulter ce site du *service publique*.

Voilà pour un petit tour non exhaustif des différents statuts que vous pouvez envisager en fonction de votre future activité.

Avant de faire le tour d'un autre gros morceau : le régime fiscal, sachez qu'avant de choisir votre statut, envisagez l'évolution de votre entreprise sur le long terme.

En effet, la transformation d'un statut peut comporter certaines difficultés ou complications en fonction du changement que vous souhaitez effectuer. N'hésitez pas à vous renseigner en amont.

Voyons maintenant une partie un peu plus complexe et qui dépend directement du choix que vous allez effectué concernant votre statut juridique : Le régime fiscal.